

DENIS, Serge, *Le long malentendu. Le Québec vu par les intellectuels progressistes au Canada anglais, 1970-1991*. Montréal, Editions du Boréal, 1992. 204 p. 19,95 \$

Michael D. Behiels

Volume 47, numéro 3, hiver 1994

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/305252ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/305252ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Behiels, M. D. (1994). Compte rendu de [DENIS, Serge, *Le long malentendu. Le Québec vu par les intellectuels progressistes au Canada anglais, 1970-1991*. Montréal, Editions du Boréal, 1992. 204 p. 19,95 \$]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 47(3), 421–424. <https://doi.org/10.7202/305252ar>

DENIS, Serge, *Le long malentendu. Le Québec vu par les intellectuels progressistes au Canada anglais, 1970-1991*. Montréal, Éditions du Boréal, 1992. 204 p. 19,95\$

Poussé par le désir de développer un dialogue fructueux entre certains intellectuels progressistes au Canada anglais hors Québec et certains intellectuels francophones du Québec, Serge Denis pose un diagnostic sévère sur l'univers idéologique des premiers. Il conclut que les deux solitudes restent hermétiquement cloisonnées dans la mentalité des Canadiens, particulièrement chez les intellectuels. Cette réalité explique en grande partie pourquoi, selon Denis, «il n'existe pas de compréhension homogène de la

situation politique, et encore moins une élaboration commune des grandes orientations qui ne préjugerait de l'adoption d'aucune formule constitutionnelle particulière» (p. 8).

Denis espère que le simple fait de mettre au grand jour ce qu'il appelle «le long malentendu», qu'entretiennent les intellectuels progressistes du Canada anglais à l'endroit de la réalité du Québec moderne et de son mouvement national, va les amener à une réception plus sympathique du rêve d'indépendance qui est maintenant partie prenante de la mentalité d'une majorité grandissante des citoyens du Québec. Il donne l'impression que ce sont seulement les intellectuels du Québec, lui inclus, qui voient les choses clairement. Toujours selon Denis, ce sont uniquement les intellectuels progressistes du Canada anglais qui ont une compréhension nettement fautive de la réalité québécoise.

L'auteur essaie de démontrer que l'analyse de la question constitutionnelle par certains intellectuels progressistes, tels Garth Stevenson, Reg Whitaker, les gens de *Canadian Dimension*, Daniel Drache, Leo Patnich et Philip Resnick, reste au fond très simpliste et trop étroite parce qu'ils ne se rendent pas compte des fondements populaires du mouvement national québécois. Selon Denis, le mouvement national québécois n'est pas premièrement, ni exclusivement, le résultat de l'émergence de la nouvelle petite bourgeoisie ascendante des années cinquante et soixante. Ce mouvement national a ses assises dans les conditions socio-économiques modernes vécues par la grande majorité des Québécois depuis les années quarante. Faisant sienne l'analyse de Stanley Ryerson, Denis maintient aussi, à l'instar de beaucoup de nationalistes structuralistes, que le mouvement national québécois a ses origines dans l'arrangement constitutionnel de la Confédération de 1867 qui a «infériorisé» la minorité francophone en niant son droit à l'autodétermination. Malgré ces assises populaires du mouvement national du Québec, les intellectuels progressistes du Canada anglais n'ont jamais fait d'efforts pour établir des liens avec les mouvements progressistes tels que les trois grandes centrales syndicales, les associations coopératives, et beaucoup d'autres organismes de la société québécoise.

D'après l'auteur, l'écart grandissant entre les intellectuels progressistes des deux communautés linguistiques du Canada réside principalement dans la faiblesse analytique des intellectuels du Canada anglais. Même lorsqu'ils ont été sympathiques au mouvement national québécois d'avant l'imbroglio du Lac Meech — une sympathie qui amenait certains d'entre eux à aller jusqu'à la défense de l'autodétermination pour la nation québécoise sous plusieurs formes y compris l'indépendance —, les intellectuels anglophones sont restés néanmoins incapables de se rendre au bout de la logique de leurs diverses analyses constitutionnelles. Leur approche d'économie politique, même radicale dans le cas de Daniel Drache, les a systématiquement empêchés de faire place, dans leurs analyses trop économistes, à la question nationale. Deuxièmement, leur nationalisme anglo-canadien, largement fondé sur la crainte des États-Unis, a fait en sorte qu'ils n'ont pu supporter une critique constante et fondamentale de l'État canadien. «Le mouvement national du Québec ébranlait la structuration de l'État au Canada.» (p. 53) En

conséquence, toute alliance s'est avérée impossible. Ainsi, le nationalisme et le socialisme des intellectuels progressistes se sont conjugués pour les amener à défendre à tout prix l'existence d'un État canadien fort et centralisé.

Cette mentalité, selon Denis, aide à comprendre pourquoi plusieurs intellectuels progressistes, comme Reg Whitaker, en sont venus à défendre la Constitution de 1982, en particulier la Charte des droits et libertés. Elle explique aussi pourquoi la plupart d'entre eux, y compris les radicaux de *Canadian Dimension*, en sont venus à rejeter l'Accord du Lac Meech en 1990. D'après Denis, leur vision trudeauiste du Canada est basée sur une démocratie à rebours, celle de la souveraineté individuelle. Comment expliquer cette situation? Pour le faire, Denis renverse la thèse de Pierre Elliott Trudeau selon laquelle la culture nationale canadienne-française est foncièrement anti-démocratique, ce qui a permis la prédominance de ses élites et une culture politique toute tissée de patronage et de népotisme. D'après Denis, ce sont plutôt les Anglo-Canadiens qui ont une perception nettement étriquée de la démocratie. Cette situation prévaut en grande mesure parce que la culture politique du Canada anglais n'est pas fondée sur une révolution nationale, c'est-à-dire la souveraineté populaire, mais plutôt sur de purs dons successifs, jusqu'à la Charte de 1982, d'autonomie et de droits accordés par la monarchie et les gouvernements britanniques. Cette conception strictement individualiste de la démocratie et du gouvernement, selon Denis, explique pourquoi les intellectuels du Canada anglais sont foncièrement contre le principe de l'autodétermination des nations, c'est-à-dire contre une conception de la démocratie basée sur des droits collectifs.

Malheureusement, la thèse de Denis suppose une révision assez étonnante, qui a même conduit à des faussetés, concernant la culture politique des communautés de langue anglaise au Canada. Celles-ci ont toujours vécu une culture politique qui a fait place à un certain niveau de droits collectifs. C'est pourquoi la Constitution de 1867 protégeait et continue de protéger les droits des communautés catholique et protestante. De même, la Charte des droits et libertés de 1982 reconnaît certains droits linguistiques et éducatifs aux deux grandes communautés linguistiques du Canada et à leurs minorités. En plus, la Charte reconnaît et confirme les droits existants des peuples autochtones.

Quelle est la solution proposée par l'auteur pour mettre fin à ce long malentendu? Encouragé par l'évolution de la pensée de certains éléments de l'intelligentsia anglophone, qui prônent un Canada fondé sur trois nations, Denis propose le plan suivant. Pour lui, il faut refaire entièrement la Constitution de 1867 et, en particulier, abolir la Constitution de 1982 avec sa Charte des droits et libertés qui, selon lui, n'a aucune légitimité politique au Québec. Une démocratie vraiment progressiste doit être établie principalement sur l'autodétermination des nations, soit celle de la majorité francophone québécoise et celle des nations autochtones. L'impasse constitutionnelle pourrait être résolue par la création d'une vraie Confédération issue de négociations entre les assemblées constituantes des trois grandes nations du Canada actuel, anglophone, francophone et autochtone. Pour lui, la décentralisation de la grande majorité des pouvoirs socio-économiques au sein des institutions politiques de ces trois nations serait une merveilleuse

démonstration de la démocratie progressiste en action. Il est convaincu qu'une telle approche démontrerait une fois pour toutes que la société québécoise, contrairement à la thèse récente de Nelson Wiseman, n'est pas foncièrement antidémocratique et hostile à l'individualisme. Si les intellectuels progressistes au Canada anglais voyaient clairement que le Québec est une nation-État en devenir et acceptaient de bonne grâce cette réalité, ils pourraient établir, sans trop de difficultés, un dialogue avantageux pour les deux parties.

Je crois que l'auteur a reçu, en grande partie, la réponse à sa proposition radicale lors du référendum national sur le Rapport de consensus de Charlottetown, le 26 octobre 1992. La grande majorité des Canadiens, y compris les Québécois, ne sont pas prêts à accepter que leur Canada soit divisé en trois pour assurer que le programme des intellectuels soi-disant progressistes devienne une réalité. Il est presque plus que certain que le profond malentendu entre les intellectuels des deux grandes communautés linguistiques du Canada jouira d'une très longue vie. L'auteur devrait se préparer à écrire un deuxième tome en l'an 2010. J'espère comme lui que l'écart entre les intellectuels des deux groupes de la prochaine génération soit diminué. Les Canadiens «ordinaires» seraient les vrais gagnants.

*Département d'histoire  
Université d'Ottawa*

MICHAEL D. BEHIELS